G. - Protection sociale complémentaire

- Désignation illicite d'un organisme assureur par convention collective

*CA Toulouse, 24 juin 2014, n° 539/14, 12/06732, SARL Le Qui-
gnon Rieunois c/ AG2R Prévoyance ; JurisData n° 2014-018715*

L'opacité de la désignation d'un organisme assureur par les partenaires sociaux lors de la négociation collective rend celle-ci illicite.

L'avenant n° 83 à la convention collective nationale des entreprises artisanales de la boulangerie et de boulangerie-pâtisserie, en date du 24 avril 2006 et étendu par arrêté ministériel du 16 octobre 2006, a pour objet de mettre en place un régime conventionnel relatif à des prestations complémentaires au régime obligatoire de sécurité sociale. Cet avenant, applicable à compter du 1^{er} janvier 2007, a désigné nominativement l'organisme assureur exclusif et a prévu une clause de migration, imposant l'adhésion obligatoire de toutes les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective, de même que l'affiliation des salariés de ces entreprises auprès de l'organisme assureur désigné. La cour d'appel considère que la désignation de l'organisme assureur est illicite. Selon la cour, une totale opacité demeure sur les modes de désignation de cet organisme et sur la marge de négociation dont il a pu disposer quant aux modalités de son engagement et sur la répartition de ces éléments sur le mode de fonctionnement du régime concerné dans son ensemble, de telle sorte que, bien que n'ayant pas de but lucratif et agissant sur le fondement du principe de solidarité, il est une entreprise exerçant une activité économique qui se devait d'être choisie par les partenaires sociaux sur la base de considérations financières et économiques et surtout parmi d'autres entreprises avec lesquelles il est en concurrence sur le marché des services de prévoyance.